

Communiqué intersyndical du lycée Utrillo :

Nous n'acceptons pas de voiler le manque de moyens, pas de rentrée au lycée Utrillo !

Pour cette rentrée, notre établissement, pourtant inscrit en politique de la ville, perd :

- 60h de cours,
- un poste de conseiller principal d'éducation,
- le demi-poste de technicien·ne de laboratoire n'est toujours pas pourvu,
- tout comme celui d'infirmier·e,
- et les élèves en filière professionnelle seront 30 par classe au lieu de 24.

La réalité de cette rentrée nous la partageons bien sûr avec de nombreux autres lycées. La promesse du gouvernement de garantir le bon fonctionnement des établissements scolaires et la présence d'un enseignant·e·s par classe n'est rien de plus qu'un mensonge d'État. Dans nos établissements, le gouvernement coupe les fonds nécessaires à la réussite des élèves et compense ce manque d'investissement par des débats stigmatisants.

Une double violence pour nos élèves.

Rappelons que le système scolaire français est l'un des plus inégalitaires de l'OCDE : dans notre pays les inégalités économiques et sociales exercent la plus grande influence sur les réussites scolaires. À l'extérieur de l'école, les casses sociales successives paupérisent les quartiers. Au lieu d'œuvrer à la diminution de ces inégalités et au lendemain de la mort terrible du jeune Nahel – qui nous a aussi rappelé les violences quotidiennes que nos élèves peuvent vivre –, le gouvernement relance un nouveau débat autour de l'élargissement de la loi de 2004, visant l'interdiction de l'abaya et du qamis. Les politiques qui organisent le manque de moyens, de financement et de personnel s'accompagnent de politiques racistes qui portent un regard de suspicion sur nos élèves.

Nous souhaitons alerter sur la manière dont les principes de laïcité sont appliqués dans nos établissements et les excès qui peuvent en découler, notamment aujourd'hui. La nature culturelle ou culturelle de l'abaya ne fait consensus ni pour les représentants politiques, ni les représentants du culte musulman. Ces débats incessants sont représentatifs du climat actuel dans toute la société française : les jeunes populaires ne sont jamais écoutées, ni même accompagnées ; elles sont une fois encore suspectées (de « tester la République »). Nous souhaitons aussi rappeler que nous parlons ici d'adolescents et d'adolescentes et qu'on ne peut politiser toutes formes de remise en question du cadre scolaire de leur part.

Nous souhaitons enfin affirmer qu'accentuer la pression sur ces questions ne peut que dégrader les relations avec nos élèves, briser la confiance nécessaire entre les actrices et acteurs de l'éducation, les élèves et leurs familles, mais aussi et surtout nous éloigner fondamentalement de notre mission de service public : accueillir nos élèves, toutes et tous sans discrimination, assurer leur éducation et leur construction civique pour permettre leur émancipation.

Nous refusons d'organiser la misère dans nos établissements : si nous n'avons pas les moyens d'accueillir nos élèves dignement, il n'y aura pas de rentrée !

Les militant.es des sections locales et non-syndiqué.es.

